

*Constitution, Lois, Règlements, Directives... : Quelles différences ?***Les traités ou accords internationaux et les normes européennes**

La Belgique a signé de nombreux traités et accords internationaux (Convention européenne des droits de l'Homme...). Ces textes, et particulièrement les normes européennes, ont bien souvent des conséquences importantes sur le contenu du droit belge :

Le règlement européen

Etabli par le Conseil de l'Union européenne, il est directement applicable dans les Etats européens. On peut donc faire valoir le non-respect d'un règlement européen devant les tribunaux belges.

La directive européenne

Adoptée par le Conseil de l'Union européenne, elle fixe des objectifs à atteindre dans un certain délai pour les Etats membres, qui gardent le choix des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

La décision et la recommandation

La décision n'est obligatoire que pour les Etats ou personnes physiques qu'elle concerne

La recommandation, émise notamment par la Commission européenne, n'a pas de caractère obligatoire. Elle ne fait que transmettre une opinion.

La Constitution

La Constitution est la norme suprême du droit belge. Aucune disposition ne peut lui être contraire. En pratique, l'adoption d'un traité international comportant des dispositions contraires à celles de la constitution entraînera la révision de cette dernière. D'autres textes (Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, ...) ont la même valeur que la constitution. Ils font partie de ce que l'on appelle le bloc de constitutionnalité.

La loi

L'état fédéral crée la loi votée par le parlement (Chambre des représentants et le Sénat). Elle fixe les règles dans certains domaines (prévus par la Constitution : pénal (sanction par l'Etat), civil (litiges entre privés), fiscal, droits des familles...).

Outre les lois dites « ordinaires », il existe d'autres catégories de lois : la loi constitutionnelle, la loi des finances, ... Des règles et des procédures particulières s'appliquent à chacune de ces catégories.

Les décrets

Ils traitent des questions non réservées à la loi ou règlent les modalités d'application de celle-ci. Ils sont signés par les ministres des Régions pour l'aménagement du territoire, environnement, tourisme, politique de l'eau, logement, ... et Communautés pour la culture, l'enseignement, l'emploi des langues.

NB : Bruxelles-Capitale crée des « ordonnances » à force de loi dans ses domaines.

Les règlements et ordonnances

Les règlements sont des règles générales, applicables à tous, établis par le gouvernement provincial d'actes administratifs et il est possible de demander leur annulation devant une juridiction administrative.

Les communes établissent des actes administratifs. Les « ordonnances de police » sont établies tant par la province que par les communes, chacune à un niveau de compétences.

Les circulaires

Les circulaires se limitent à donner des instructions aux administrations et services de l'Etat pour l'application des lois et décrets, ou à préciser l'interprétation de certains textes. Elles ne peuvent donc être attaquées devant les juridictions administratives mais peuvent être utilisées par les citoyens.